

**DEPUTE-E-S FRONT DE GAUCHE
ANDRE CHASSAIGNE**

St-Amant-Roche-Savine, le 31 août 2013

Un entêtement militaire du chef de l'Etat contre la volonté des peuples

Dans le conflit syrien, le président Hollande s'entête, aujourd'hui encore, dans une logique militaire en passant outre la situation d'urgence humanitaire et les alternatives à la guerre. Cet entêtement isole le chef de l'Etat, engagé dans une entreprise aventureuse et illusoire conduite par les Etats-Unis.

Cet isolement est avéré sur le plan diplomatique. Les chancelleries occidentales abandonnent en effet, les unes après les autres, l'option militaire. Fait remarquable, le rejet par la Chambre des Communes britannique de la motion présentée par le Premier ministre conservateur David Cameron qui défendait le principe d'une intervention militaire en Syrie. Ce vote est un cuisant échec à la doctrine de Tony Blair, instigateur du déclenchement de la guerre en Irak et à nouveau favorable à une intervention en Syrie. Le président François Hollande est-il prêt à assumer l'engagement de notre pays dans une action de soutien militaire aux Etats-Unis à l'issue hasardeuse voire désastreuse ? La gauche au pouvoir, la France est-elle prête à assumer le soutien à une intervention unilatérale en dehors de toute légalité internationale ?

Cet isolement diplomatique est accru par un isolement politique. Si le débat prévu mercredi au Parlement devait être suivi d'un vote, il est en effet plus que probable que la solution militaire (soutenue par l'exécutif) soit rejetée. Au-delà de l'absence d'un quelconque consensus politique, l'option interventionniste est également rejetée par le peuple français. Echaudés par la succession des conflits militaires au Moyen Orient aux effets dramatiques pour les peuples, les Françaises et les Français rejettent dans leur grande majorité la perspective d'une nouvelle guerre.

Constants dans nos positions, cohérents avec nos valeurs, nous continuons à défendre une solution politique dans le conflit dramatique qui déchire la Syrie. Or cette solution pâtirait des frappes militaires déjà prévues par la Maison Blanche. Une intervention unilatérale qui ne produirait aucune amélioration de la condition du peuple syrien, loin s'en faut. Elle renforcerait au contraire le régime inique et sanguinaire de Bachar el-Assad.

La France doit peser de tout son poids diplomatique et symbolique pour obtenir la réunion d'un sommet réunissant les belligérants et les principales puissances impliquées (y compris la Russie, la Turquie et l'Iran) afin de mettre fin à l'escalade de l'horreur.

Contact presse : Mouna ABKARI - 06 88 37 55 65 - mabkari.gdr@assemblee-nationale.fr